

La Gazette des Comores

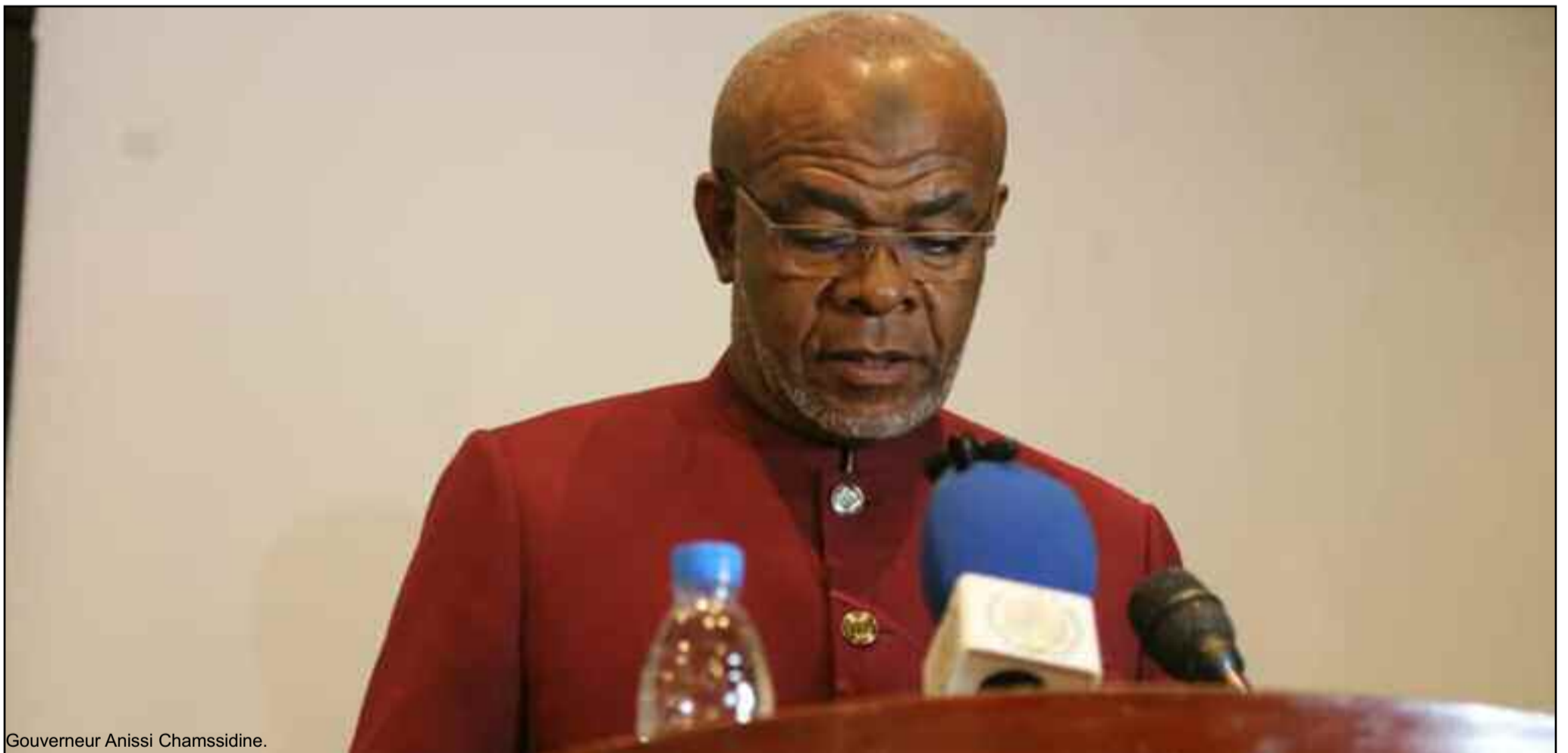
*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4382 - Lundi 22 Mai 2023 - Prix : 200 Fc

WUAMBUSHU

Les reconduites se poursuivent malgré l'opposition du gouverneur d'Anjouan



Gouverneur Anissi Chamssidine.

LA FOIRE
DES PRODUITS EGYPTIENNS ET INTERNATIONAUX 2023
DU 20 MAI AU 3 JUIN
AU RETAJ HOTEL DE MORONI
DE 9H00 À 21H00

SOCIÉTÉ

La mission parlementaire a clôturé sa tournée à Fomboni

Une mission parlementaire a effectué une visite à Mohéli du mercredi 10 au samedi 13 mai. Ces élus accompagnés des juristes et des responsables du projet d'appui à la modernisation de l'état civil aux Comores (AMECC) ont eu à visiter tour à tour les institutions impliquées. L'objectif est de les sensibiliser sur ce projet visant à promouvoir un système universel de l'enregistrement de l'état civil pour une bonne gouvernance et une meilleure administration.

Dans le cadre du projet d'appui à la modernisation de l'état civil aux Comores (AMECC), une mission parlementaire était en tournée dans les îles pour visiter les différentes institutions et parties prenantes impliquées dans l'état civil Comorien. Composé des députés sous la supervision du secrétaire général du conseil de la magistrature Soilihi Mahamoud,

cette délégation a été reçue le mercredi dernier au gouvernorat par les autorités insulaires. L'objectif est de montrer au gouverneur ce nouveau projet du gouvernement qui vise à promouvoir un système universel d'enregistrement de l'état civil, pour une bonne gouvernance de l'administration. Suite à cette visite de courtoisie, la délégation s'est rendue au palais de justice de Fomboni pour des échanges d'idées avec la procureur de la république.

« Il s'agit d'un programme d'harmonisation des actes d'état civil. À savoir les actes de naissance, de mariage, de décès, bref tous les actes caractérisant la personnalité juridique d'une personne » explique Sououndi Toybou, le coordonnateur du Projet AMECC. Ce projet entend mettre en place un nouveau système qui permettra de réduire les longues procédures que la population avait l'habitude de suivre pour avoir un document administratif. « Je pense

que ce projet va mettre fin à tous les problèmes d'état civil qui existent aujourd'hui dans mon bureau, concernant les documents les plus demandés comme l'acte de mariage ou de divorce » espère le cadé de Mohéli Nabhane Nidhoimi. Quant au secrétaire général du conseil de la magistrature, il s'en réjouit puisque l'administration d'état civil, selon lui, souffre de plusieurs maux.

La rencontre s'est poursuivie à la mairie de Fomboni et au centre hospitalier de référence insulaire de Fomboni avec les sages-femmes du pôle mère-enfant. Ceci car ce sont les sages-femmes qui effectuent les premières déclarations de naissance d'un bébé. Lesquelles déclarations permettent aux parents de faire établir l'extrait d'acte de naissance du nouveau-né. Une campagne de sensibilisation auprès de la population locale sur les avantages de ce nouveau système aura lieu prochainement, avant de former les officiers



Fin de la visite de la mission parlementaire à Mohéli.

d'état civil et les personnels communaux sur ce nouvel outil administratif.

La normalisation des procédures et les formulaires de déclaration des actes d'état civil est aussi indispensable pour aboutir aux résultats attendus de ce projet. Ces visites dans les îles ont permis, selon les responsables, de se rendre compte des bonnes pratiques à ce jour mais

aussi des nombreux manquements à travers les îles. Toutefois cela leur a permis de dresser un constat clair sur la nouvelle loi portant modernisation de l'état civil comorien, conformément au programme panafricain Apai CRVS porté par le Président Azali Assoumani.

Riwad

SOCIÉTÉ

Une quinzaine d'ordinateurs remis au CCLB de Moroni

Le mouvement des étudiants et jeunes Comoriens de Lyon (MEJCL) a octroyé une quinzaine d'ordinateurs de bureau au Centre culturel et de loisirs de Badjanani (CCLB). Ce matériel bureautique devra contribuer à l'amélioration des travaux de recherches des jeunes et à faciliter l'apprentissage informatique.

Conscient de l'importance sur l'informatique, dans un monde qui tourne autour du numérique, le mouvement des étudiants et jeunes Comoriens de Lyon (MEJCL) s'est engagé à accompagner les étudiants et les jeunes comoriens dans leur apprentissage et développement numérique. Après les lycées de Moroni, de Wachili, de Mbadjini, et la maire de Moroni ainsi que d'autres, c'était au tour du CCLB de recevoir le mercredi 17 mai ses équipements. Le MEJCL a choisi de concéder ces kits informatiques pour appuyer

leurs travaux quotidiens. La cérémonie de remise a eu lieu dans l'après-midi au CCLB, en présence des membres de ce centre et des responsables de la capitale.

« A notre arrivée en France on a bavé au début. Car nous n'avons pas eu la chance d'avoir une association pour nous accompagner dans les procédures administratives. Ça nous a beaucoup bloqués, et certains étudiants ont eu du mal dans leurs parcours scolaires. C'est là qu'est venue l'idée de créer cette association MEJCL. Notre but est d'accompagner nos frères étudiants afin d'être capables de poursuivre tout ce qui est processus administratif. Et comme vous le savez le monde d'aujourd'hui est numérisé. On est dans un monde numérique, les demandes, les recherches, les inscriptions, tout se passe sur l'internet. Cela demande au moins une base informatique pour en être capable de suivre ce monde. C'est pourquoi,

nous avons apporté ces ordinateurs pour aider les jeunes à apprendre dès maintenant avant d'arriver en France ou dans un autre pays », a déclaré Laithe Mohamed Halifa président du MEJCL.

« Comme vous l'avez entendu, notre association est basée à Lyon France. Nous menons des projets en France et aux Comores, en aidant les étudiants qui arrivent en France à trouver des logements et pour toute démarche administrative. C'est-à-dire leur faciliter les choses. On avait décidé de ce projet parce qu'on a vu beaucoup de jeunes qui avaient des difficultés en informatique à leur arrivée en France. Nous nous sommes dit qu'il fallait aider ces jeunes étudiants dans les structures qui les accueillent. Pour bien avancer dans ce sens, il faut que les jeunes s'initient à l'informatique dès le lycée. Nous avons fait une tournée la semaine dernière au lycée de Moroni, au lycée de Wachili, au lycée de

Mbadjini, pour offrir les mêmes matériels. Mais, on ne peut pas réussir notre mission sans passer par les deux grandes structures de Moroni CCLB et CASM qui accom-

pagent beaucoup de jeunes. C'est important qu'on puisse contribuer dans ces deux centres de la capitale. Tout en espérant que ces ordinateurs vont aider les jeunes à avoir

une meilleure capacité en informatique », a ajouté Mohamed Dahalani, trésorier général responsable du projet.

Nassuf Ben Amad



Remise d'un don d'ordinateurs au CCLB.



Banque pour l'Industrie et le Commerce (BIC Comores)
Société Anonyme avec Conseil d'Administration
au capital social d'un milliard (1.000.000.000) de Francs Comoriens
Siège social : Moroni place de France RCCM n°176-B-81

AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la Banque pour l'Industrie et le Commerce-Comores (BIC-COMORES) sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

LE LUNDI 29 MAI 2023 A 12 HEURES

à la salle de conférence KONE Dossongui
Siège Social de la BIC-COMORES Place de France à Moroni

Union des Comores à l'effet de délibérer sur l'Ordre du Jour suivant :

- I. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration au 31 décembre 2022.
- II. Lecture des rapports général et spécial des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2022.
- III. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.
- IV. Affectation du résultat de l'exercice 2022.
- V. Approbation des conventions réglementées.
- VI. Quitus de la gestion des Administrateurs.
- VII. Renouvellement des mandats des Administrateurs.
- VIII. Nomination d'un nouvel Administrateur.
- IX. Fixation du montant des indemnités de fonction allouées aux Administrateurs au titre de l'exercice 2023.
- X. Pouvoirs en vue des formalités légales.

Les documents sociaux relatifs à la tenue de cette Assemblée sont disponibles pour consultation des actionnaires au siège social de la BIC Comores à l'adresse indiquée, à l'agence de Mutsamudu Anjouan et à l'agence de Fomboni Mohéli.

Le Président du Conseil d'Administration de la BIC-COMORE

WUAMBUSHU

Les reconduites se poursuivent malgré l'opposition du gouverneur d'Anjouan

Le Maria Galanta affrété par l'Etat français pour transporter les refoulés de Mayotte multiplie les traversées vers Anjouan, déversant à chaque rotation un lot des reconduites au port de Mutsamudu. Une opération qui se déroule loin du regard du gouverneur de l'île d'Anjouan connu pour son opposition frontale contre l'opération Wuambushu.

Pendant que le gouverneur d'Anjouan Anissi Chamsidine tente tant bien que mal la résistance contre les reconduites dans l'opération Wuambushu, le bateau Maria

Galanta réquisitionné par l'Etat français pour transporter les refoulés, poursuit ses rotations. En fin de la semaine dernière, une quarantaine de refoulés ont débarqué sur le port de Mutsamudu. Un chiffre à prendre avec des pincettes tant il est difficile à vérifier aussi bien au niveau des autorités concernées qu'au niveau de la compagnie maritime.

Ce qui est sûr, l'opération des reconduites se poursuit loin du regard du gouverneur de l'île qui est maintenu à bonne distance par les autorités centrales. Dans son Dar Nadjah (siège du governorat), Anissi Chamsidine tente tant bien

que mal d'organiser l'opposition en tenant régulièrement des réunions avec les forces vives de la place. Mercredi dernier lors d'une énième rencontre où des ténors du G10 entre autre ont fait le déplacement à Anjouan, le gouverneur de l'île n'a pas été tendre avec l'Etat français.

Pour le premier magistrat de l'île, cette opération « procède d'un chantage inexplicable » et met l'équilibre de l'archipel à mal. « Nous ne pouvons cautionner en tout cas la décision de reprendre les expulsions entre Mayotte et Anjouan, en ce qui nous concerne. En effet, ce serait se positionner contre le principe de la souveraineté du pays, en donnant

tord à ce que le droit international nous accorde », soutien-t-il dans sa déclaration.

Considérant cette opération comme une « déportation massive de population » condamnée par la Cour pénale internationale, Anissi Chamsidine estime que d'autres alternatives sont à trouver pour régler le contentieux opposant les Comores à la France. « A commencer par le visa Balladur », dit-il, responsable selon lui de plus de 20 000 décès depuis son instauration en 1995. Un visa qui sera d'après ses propres mots, à l'origine d'une haine entretenue entre des familles jadis proches, un éclatement de plus

en plus pesant de la communauté de l'archipel.

Pour lui, la France doit assumer ses responsabilités de ce qui arrive à son pays. « Elle parle de trouver les moyens d'une coopération active avec les Comores, alors que les moyens d'une politique d'insertion à l'égard des enfants qu'elle a elle-même exclu de son système scolaire avant de les faire grandir dans les rues de Mayotte, lui en coûteraient relativement moins », a-t-il fait savoir. Et de s'interroger : « pourquoi cette France continue-t-elle d'agir ainsi ? »

Maoulida Mbaé

PROJET GOUVERNANCE, PAIX ET STABILITÉ :

11 journalistes formés et des défis à relever

Après cinq jours d'atelier, onze journalistes formés pour la couverture parlementaire et d'événements politiques se disent enfin prêts à donner le meilleur d'eux-mêmes et améliorer la compréhension du fonctionnement des institutions démocratiques.

La formation à la couverture journalistique des travaux de l'assemblée, dans le cadre du projet « gouvernance, paix et stabilité » (GPS) a baissé le rideau vendredi 19 mai dernier. Cette formation de cinq jours, organisée par la COI et financée par l'AFD avait pour but d'améliorer la compréhension du fonctionnement des institutions démocratiques et la couverture journalistique de leurs activités, de créer des pistes de collaborations entre médias et institutions démocratiques afin d'améliorer la qualité de l'information, en direction des populations. Mais également, valoriser les compétences internes aux institutions dans le cadre de formations pour les journalistes.

Après cinq jours de formation, les journalistes se disent prêts à

affronter le terrain. « Nous avons eu une semaine très intense. Je n'avais aucune notion en termes de lois et sur le fonctionnement de l'assemblée. Grâce à cette formation, j'ai obtenu les informations nécessaires, je saurais mieux expliquer et informer la population, par exemple sur l'acheminement d'une loi, le fonctionnement de l'assemblée, etc. », renchérit Adabi Soilihi Natidja, journaliste d'Al-watwan.

Présent lors de la clôture, le secrétaire général du parlement Oumouri Hassani a salué l'engagement, le dynamisme et la réactivité des équipes du projet GPS et ses experts. Il a rappelé que les journalistes détiennent une force majeure et incontestable pour le maintien de la paix et la stabilité de notre pays. « Le traitement de l'information et la manière dont vous pouvez la véhiculer influencent le comportement de la société et donc de la gouvernance, de la paix et de la stabilité. J'ose espérer que vous mesurez au même degré que moi l'importance et le rôle de la bonne, la vraie et la meilleure information pour l'intérêt général de notre pays », précise-t-il.



Fin de formation des 11 journalistes.

Du côté du formateur, Jean Luc Mootosamy, il a insisté sur l'assiduité et la mise en pratique dans les rédactions. « J'étais très heureux de partager ces moments d'expériences avec vous. La semaine était très riche et j'espère que vous allez appliquer tous ce que vous avez appris. Je vous encourage à être très pratiques dans la préparation des articles », souligne-t-il. Quant à l'officier permanent de liaison

adjoint de l'Union des Comores Aboul'Anziz Mdziani, il espère que les enseignements seront utiles dans le quotidien des journalistes. « Je souhaite que vous puissiez les appliquer immédiatement dans l'exercice de vos fonctions », déclare-t-il.

Pour rappel, le projet GPS entend contribuer à la stabilité, à la paix et à la gouvernance dans la région de l'Océan Indien et au sein des Etats membres de la COI.

Elaboré autour d'un dispositif de renforcement de capacités des bénéficiaires et d'actions de plaidoyer auprès des institutions, le projet GPS est également mis en œuvre en étroite collaboration avec les Etats membres dans le respect de la souveraineté des Etats et du principe de subsidiarité.

Andjouza Abouheir

RENCONTRE ENTRE LE MUFTI ET L'AMBASSADEUR DE CHINE

Promouvoir une forte relation entre autorités religieuses des deux pays

Une rencontre de courtoisie entre l'ambassadeur de la République populaire de Chine et le grand Mufti de la République, a eu lieu mercredi 17 mai dernier au siège du Dar Ifta. Entre Sheikh Abu Bakr Sayed Abdullah Jamal al-Layl, et Guo Zhijun, la coopération entre les deux pays était au menu des discussions. La première autorité religieuse des Comores a saisi l'occasion pour demander une relation plus suivie entre les autorités religieuses de deux pays.

Mercredi 17 mai dernier, l'ambassadeur de Chine s'est rendu au bureau du Muftorat. Le diplomate chinois a été accueilli avec sa délégation par le

bureau du dar Ifta avant sa rencontre avec le grand Mufti de la République. « Il s'agit d'une visite de courtoisie qu'a rendue l'Ambassadeur de la République

populaire de Chine au Mufti de la République », confirme Mohamed El Fatih al Djamal layle, coordinateur chargé du protocole. Et lui d'ajouter que cette visite s'inscrit dans

le cadre du renforcement les relations fraternelles qui unissent les deux pays. D'après lui, les deux parties ont discuté des aspects de la coopération bilatérale.

« Parmi les points importants discutés, la relation entre les autorités religieuses de deux pays. L'Ambassadeur promet une forte relation entre le Dar Ifta des Comores et les autorités religieuses chinoises », ajoute-t-il, en affirmant que la réunion a porté sur l'examen de l'ensemble des relations de coopération entre les Comores et la Chine, et discuté des moyens de les renforcer et de les développer dans divers domaines.

Ismail Ali secrétaire général du Mouftorat quand à lui, a expliqué

que la visite de l'ambassadeur chinois n'était pas vaine puisque, M. Guo Zhijun s'est dit très heureux de cette rencontre. Il a expliqué que l'islam est une grande religion qui a le respect et l'appréciation des Chinois, et c'est l'une des cinq grandes religions en Chine, car le nombre de musulmans en Chine est de près de vingt millions, et son pays compte trente-quatre mille mosquées et des centaines d'écoles et centres islamiques. Rappelons que l'ambassadeur chinois n'est pas venu les mains vides. Il a offert du matériel informatique au Muftorat en « signe de reconnaissance et d'amitié », conclut le secrétaire général.

Ibnou M. Abdou



L'ambassadeur de Chine reçu par le Grand Mufti de la république.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN
PROJET INTERCONNECTIVITE MARITIME DES COMORES

SELECTION DES CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un Expert international en Infrastructure Portuaire et Maritime

Date de l'avis : 10 MAI 2023

1- Contexte

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le Projet Connectivité Inter-Îles des Comores, et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour le recrutement d'un Expert international en Infrastructure Portuaire Maritime au titre du Marché pour les travaux d'extension du port de BOINGOMA à Mohéli-Union des Comores. Ce contrat sera exécuté conformément au règlement de passation des marchés de la Banque mondiale.

L'Union des Comores a mis en place une Unité de Gestion du Projet (UGP) pour suivre la mise en œuvre des projets de la Banque mondiale, en particulier le projet de connectivité inter-îles.

2- Portée des services :

L'UGP souhaite qu'un consultant fournisse des services techniques professionnels (« les services ») concernant les travaux de construction du port de Boingoma sur l'île de Mohéli, En outre, le consultant devra pouvoir superviser les études de conception des ports secondaires qui seraient utilisés par les nouveaux bateaux. Le consultant également devra fournir un appui technique aux autres membres d'UGP pour préparer et superviser les processus de passation des marchés liés à ces travaux et contrats.

En conséquence, l'UGP requiert l'expertise spécifique d'un spécialiste portuaire possédant une expérience pratique et une connaissance approfondie des domaines suivants : (i) conception des ouvrages maritimes et portuaires, (ii) élaboration

des APS, APD et DAO, (iii) supervision des travaux, (iv) passation des marchés, (v) gestion des infrastructures maritimes et portuaires (vi) vérification des matériels et matériaux. Dans la fourniture des services, le consultant sera censé refléter de manière raisonnable et objective les pratiques internationales, régionales et nationales actuellement reconnues dans la planification, la conception, la construction d'ouvrages maritimes.

3- Calendrier

Le consultant fournira les services basés sur le contrat au temps passé. Le contrat est prévu pour une durée de 6 mois. Le renouvellement du contrat sera conditionné par l'évaluation satisfaisante du Consultant. Sa performance sera évaluée par le Coordinateur.

4- Critères de sélection

• Éducation requise : Master spécialisé en ouvrages maritimes et portuaires ou équivalent, dans une discipline technique pertinente telle que l'ingénierie portuaire ou le transport maritime.

• Années d'expérience pertinente : 15 ans au minimum, y compris plusieurs expériences de projets similaires financés par des organisations internationales.

5- L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Lettre de manifestation d'intérêt et de motivation, Curriculum Vitae, Références professionnelles et détails sur des prestations similaires, etc.).

6- Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, en version électronique.

7- Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Quatrième version November-2020 « Sélection de Consultants Individuels (SCI) »).

8- Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08 heures 30 min à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au vendredi.

9- Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessus **au plus tard le Mercredi 24 Mai 2023 à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores)** ; adressé à Monsieur le Coordinateur du Projet PICMC « *Manifestation d'intérêt N°2023/05/MTMA/PICMC/IPM Intitulé du poste* »

10- Projet Connectivité Inter-Îles des Comores - Moroni Coulée – Route Garage Mrikao - Tél : 733 21 63 - **Email** : connectivitecomoros@gmail.com **copie** : rcom.connectivitecomoros@gmail.com, rpm.connectivitecomoros@gmail.com

10- Projet Connectivité Inter-Îles des Comores - Moroni Coulée – Route Garage Mrikao - Tél : 733 21 63 -

Email : connectivitecomoros@gmail.com
copie : rcom.connectivitecomoros@gmail.com,
rpm.connectivitecomoros@gmail.com



Ministère de l'agriculture,
de la Pêche et de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS
ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM



AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT

Réf. N° : 2023/002/MAPETA/PIDC/AON

FOURNITURE DES KITS VÉTÉRINAIRES ET AMENAGEMENT DES POLES AVICOLES POUR LES CRDE D'OUANI ET SIMBOUSSA

1. Le Gouvernement Comorien a reçu un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC) et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché « *fourniture des kits vétérinaires et Aménagement des Pôles avicoles pour les CRDE d'Ouani et Simboussa pour le compte du projet Intégré de développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC)* ».

2. Le PIDC sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises : « le soumissionnaire doit démontrer qu'il a réalisé au moins deux marchés similaires au cours de 10 dernières années avec satisfaction du client. Le soumissionnaire doit avoir aussi au minimum un ingénieur agronome spécialisé en aviculture avec 5 ans d'expériences générales et ayant réalisé au moins un marché similaire ; un ingénieur en BTP spécialisé dans les bâtiments avec 5 ans d'expériences générales et ayant réalisé au moins deux marchés similaires ».

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence en recourant à un Appel d'Offre ouvert (AO) telle

que définie dans le « Règlement – de Passation des Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, (édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018.) ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat du PIDC situant à Mdé, EX-Cefader au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat ; email : projetpidc@gmail.com et prendre connaissance du dossier d'Appel d'Offre à l'adresse mentionnée ci-dessous : du lundi au vendredi à partir de 8H 00min à 15h 30, et du samedi : 8H 00min à 12H 00min.

5. Le Dossier d'Appel d'Offre en version française peut être retiré au secrétariat du PIDC à tout Soumissionnaire intéressé à l'adresse ci-dessous. Le Dossier d'Appel d'Offre (DAO) sera retiré aussi par voie électronique sur l'adresse email : projetpidc@gmail.com.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-

dessous **au plus tard le 07 Juin 2023 à 14H 00**. La soumission des offres par voie électronique **ne sera pas autorisée**. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes dans la salle de conférence du PIDC à l'adresse ci-dessous, **le 07 Juin 2023 à 14H 30min**.

7. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents en personne à l'heure d'ouverture des offres. Les offres doivent comprendre une garantie d'offre pour un montant de **six cent soixante-dix mille (670 000) francs Comoriens** :

8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est :

Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, de l'environnement, du Tourisme et de l'Artisanat
BP :41-Moroni
A Mdé ex-Cefader -maison des épices.
Au secrétariat du Projet (PIDC)/
Email : projetpidc@mail.com

Lancé, le 08 Mai 2023

BEACH-SOCCER

UFAA, une expérience pleine d'enseignement

Après une entrée tonitruante contre le Koweït (4-2), les cœlacanthes se sont confrontés à la dure réalité de la compétition. Pour leur deuxième rencontre, les hommes de GUIDARINI sont tombés de haut contre le tenant du trophée (11-3) les Emirats Arabes Unis. Petit poucet du tournoi, les verts n'ont pas démerité pour autant et gardent la tête haute malgré leur élimination après un troisième match plus accroche (5-6) contre la Lybie.

C'était quasiment impensable il y a de cela quelques semaines, pourtant les Comores l'ont fait, ils ont obtenu une victoire en tournoi officiel lors de leur entrée dans la compétition la plus prestigieuse du monde arabe à savoir la coupe Arabe. Pour un premier match historique, les coéquipiers de Fahad Mohamed sont sortis vain-

queurs d'une rencontre (contre le Koweït) qui s'est décidée au tir au but (4-2) grâce à deux arrêts de l'ancien portier de l'Union Sportive de Zilimadjou. Une victoire chaudement fêtée par les joueurs et le staff qui trouvait en cela un motif de croire à un possible quart de finale. « La fédération nous a fixé un objectif qui est le mien, à savoir de sortir des poules et se qualifier pour les quarts » dit Gerald GUIDARINI le sélectionneur des verts.

Avec seulement 10 matchs officiels, les Cœlacanthes du Beach-Soccer sont encore dans la phase d'apprentissage mais, la volonté et l'envie de bien faire qu'ils sont entraînés de démontrer dans cette coupe arabe laisse croire que d'ici peu, les Comores seront parmi les meilleurs formations arabes et pourquoi pas africaines. Ce volontarisme s'est tout de même heurté lundi dernier à la réalité du jeu contre le tenant du



Les cœlacanthes au Beach soccer.

trophée, les Emirats Arabes Unis. Avec une expérience emmagasinée à travers plusieurs compétitions internationales, les émiratis n'ont laissé aucune chance aux verts en les étrillant (11-3). Une défaite certes qui fait mal, mais compréhensible vu l'écart de

niveau d'expérience entre les deux équipes.

« Certes nous avons perdu, mais nous avons gagné en expérience et souvent l'expérience est plus importante pour franchir d'autres paliers » s'est exprimé peu de temps après la fin du

match, Cheick Abdallah le coach adjoint des verts. Stoïque, l'ancien joueur de Rapide Club de Moroni ne s'avoue pas vaincu. « Je pense que contre la Libye nous pouvons faire un bon match qui va nous permettre de gagner notre qualification » a-t-il rajouté. Peu s'en est fallu que la prophétie du coach adjoint des verts se réalise. Après une première période dominée par les nord africains, les Comores sont revenus peu à peu au score jusqu'à finir le match avec un but (5-6) en faveur de la Lybie. L'expérience dans ces genres de compétition joue forcément pour ceux qui ont l'habitude de participer à des grands événements tels que cette coupe arabe. Une défaite est certes toujours mal digérée, mais le parcours de la Team Comores reste un motif de satisfaction vu ce que les protégés de Guidarini ont démontré tout au long du tournoi.

AS Badraoui



Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat

PRODUCTIVITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES ET RESILIENCE



Don FIDA N° 2000001863 et Prêt FIDA N° 2000001864
Don ASAP N° 2000001862
Prêt FIDA additionnel N° 2000003603 et Don FIDA additionnel
N° 2000003604 Don RPSF N° 2000003636
et Don additionnel RPSF N° 2000003969



Programme d'Adaptation de l'Agriculture Paysanne ASAP

UNITE NATIONALE DE COORDINATION ET DE GESTION DU PROJET (UNCGP)

Appel à Manifestation d'Intérêt pour le Recrutement d'un Responsable de composante-spécialiste en élevage au Projet PREFER

Date de Publication le 16 mai 2023

Numéro de référence : AMI N° 23-003/MAPETA/PREFER (PTBA 2023 – 330202)

L'Union des Comores a obtenu du Fonds international de développement agricole (FIDA) un financement destiné à couvrir le coût du Projet PREFER et envisage d'en faire partiellement usage pour s'adjoindre des services de conseil dispensés par un cadre au titre du poste de d'un Comptable de l'URAT Ngazidja du Projet PREFER. Le cout total du Projet est de 17,753 millions USD. Une partie du financement accordée au titre de ce projet est utilisée pour assurer la coordination et la gestion du Projet notamment le Recrutement d'un Responsable de composante-spécialiste en élevage au Projet PREFER

1. Durée de la mission

La durée de la mission est d'un (1) renouvelable. Le renouvellement se fera sur la base d'évaluation des performances réalisées.

2. Qualifications requises :

Le candidat au poste de Responsable de composante-spécialiste en élevage doit avoir les qualifications et expériences suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme supérieur en Ingénierie Agronome (minimum BAC+5, équivalent d'un DEA ou master), de préférence avec spécialisation/option zootechnie ; un autre diplôme supérieur reconnu équivalent dans un domaine apparenté tel les sciences vétérinaires est valable. Un diplôme de niveau Bac+4 complété par une longue expérience (9 ans au moins) peut être accepté.

- Avoir une connaissance des techniques de conduites d'élevage et de santé animale ;

- Justifier d'une expérience professionnelle de six (6) ans au moins dans le domaine agronomique et particulièrement dans la production animale et/ou santé animale ; l'occupation d'un poste en qualité de responsable de la production et/ou santé animale dans un projet financé par une institution financière internationale constituera un atout ;

- Avoir une bonne connaissance des systèmes de production végétale et animale comoriens ;

- Avoir une bonne connaissance des politiques et stratégies nationales et internationales du secteur de l'Elevage sera un atout ;
- Avoir une bonne connaissance de travail en collaboration avec des ONG Internationales sera un atout ;

- Avoir une bonne connaissance du français, de bonnes aptitudes de communication et de rédaction de rapports. La maîtrise de l'anglais sera un avantage ;

- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques (Office, MS Project et autres) ;

- Disposer de bonnes aptitudes pour le travail en équipe et dans un environnement sous-pression ;

- Faire preuve d'une bonne intégrité.

4. Composition du dossier

Le dossier est composé de :

- Une lettre de motivation de (2) pages maximum datée et signée adressée au Coordonnateur National du Projet PREFER

- Un Curriculum Vitae (CV) de quatre (4) pages maximums et en PDF faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine recherché comprenant au moins trois (3) références que le Projet PREFER peut contacter par téléphone et par email.

- Une copie légalisée des Diplômes et des Attestations de travail datant de moins de trois mois, de formations et de stages, et/ou toutes autres pièces pouvant attester de l'expérience du candidat

- Une copie valide de la carte nationale d'identité ou du passeport le cas échéant.

5. Lieu d'affectation et type de contrat

Le lieu d'affectation est le siège du Projet PREFER sis MAPETA, ex-CEFADER M'de avec des déplacements dans les zones d'intervention du Projet dans les îles de Ngazidja, d'Anjouan et de Mohéli.

Le titulaire du poste bénéficiera d'un contrat d'une durée de d'un an renouvelable sur la base d'une évaluation de performance positive, avec une période d'essai de six (06) mois.

Date de début du contrat : immédiat

6. Procédures de dépôt et de recrutement

a) Les candidatures doivent être rédigées en français et être déposées par courrier physique sous pli fermés ou par email à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le 31 mai 2023 à 12h00min (heure local)**

Les courriers sont adressés à Monsieur le Coordonnateur National du Projet PREFER en précisant la mention : « **Recrutement d'un Responsable de composante-spécialiste en élevage au Projet PREFER** » à l'adresse suivante :

Projet PREFER sis au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat (MAPETA), Ex-CEFADER M'de Bambao

À l'attention de : **Monsieur Ali Mohamed Nobataine, Coordonnateur National**

B.P : 7575 Moroni – Union des Comores

Téléphone : + 269 773 26 62

Courriel : prefer@prefer.km Copie : nobataine@prefer.km / elanzize@prefer.km

b) Les candidat(e)s intéressé(e) sont prié(e)s de prendre connaissance de l'Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) et des termes de références (TDR) sur demande à l'adresse électronique mentionnée ci-dessus.

c) Chaque candidat fera l'objet d'un accusé de réception

d) Le Recrutement se fera par la présélection sur étude de dossier, suivi d'un entretien pour le(s) candidat(e)s présélectionné(e)s. Seul(e)s le(s) candidat(e)s ayant franchi la phase 1 seront contacté(e)s pour la phase suivante

e) Les candidatures féminines sont vivement encouragées.



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

Avis Spécifique d'Appel d'Offres (AA0)

Appel d'Offres pour Fournitures
(Processus à Deux Enveloppes)

Reference: KM-AEP SONELEC-304146-GO-RFB

Fourniture de compteurs d'électricité et implémentation d'un Système Automatisé de Gestion des Compteurs

1. Le Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures a reçu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement pour financer le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores, et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché de Fourniture de compteurs d'électricité et d'un Système Automatisé de Gestion des Compteurs. Pour ce marché, l'Emprunteur utilisera la méthode de décaissement de Paiement Direct, telle que définie dans les Directives de Décaissement de la Banque mondiale pour le Financement de Projet d'Investissement, sauf pour les paiements pour lesquels le marché prévoit l'utilisation de lettre de crédit.

2. L'Agence d'Exécution du Projet (AEP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir des compteurs d'électricité et implémenter un Système Automatisé de Gestion des Compteurs.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement » de juillet 2016 mis à jour en

novembre 2017, août 2018 et novembre 2020 de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Agence d'Exécution du Projet (AEP) du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC), M. NAOILDINE HOUMADI, Coordonnateur, naoildine@yahoo.fr, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures de bureau de 08h00 à 16h00, au Siège de la SONELEC, quartier Volo-Volo à Moroni, Comores.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous. Le document d'appel d'offres sera adressé par courrier électronique.

6. Les offres devront être soumises au Siège de la SONELEC, quartier Volo-Volo au plus tard le 09 juin 2023 à 10h00. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront

pas acceptées. Les enveloppes extérieures des Offres marquées « OFFRE ORIGINALE », et les enveloppes intérieures marquées « PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente Siège de la SONELEC, quartier Volo-Volo le 09 juin 2023 à 10h00. Toutes les enveloppes marquées « PARTIE FINANCIERE DEUXIEME ENVELOPPE » devront rester non ouvertes et devront être conservées dans un lieu sûr de l'Acheteur jusqu'à la deuxième ouverture publique.

7. Toutes les offres doivent comprendre une Garantie de l'Offre de 40 000 USD.

8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :
Coordonnateur de l'Agence d'Exécution du Projet (AEP) – Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC)
Attention : M. NAOILDINE HOUMADI, Coordonnateur de l'Agence d'Exécution du Projet (AEP)
Adresse : BP 1769, Siège de la SONELEC, 2^e étage, quartier Volo-Volo, Moroni Comores
Email : naoildine@yahoo.fr



Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat

PRODUCTIVITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES ET RESILIENCE



Don FIDA N° 2000001863 et Prêt FIDA N° 2000001864
Don ASAP N° 2000001862
Prêt FIDA additionnel N° 2000003603 et Don FIDA additionnel
N° 2000003604 Don RPSF N° 2000003636
et Don additionnel RPSF N° 2000003969



Programme d'Adaptation de l'Agriculture Paysanne ASAP

UNITE NATIONALE DE COORDINATION ET DE GESTION DU PROJET (UNCGP)

Appel à Manifestation d'Intérêt pour le Recrutement d'un Comptable de l'URAT Ngazidja du Projet PREFER

Date de Publication le 16 mai 2023

Numéro de référence : AMI N° 23-002/MAPETA/PREFER
(PTBA 2023 – 330202)

L'Union des Comores a obtenu du Fonds international de développement agricole (FIDA) un financement destiné à couvrir le coût du Projet PREFER et envisage d'en faire partiellement usage pour s'adjoindre des services de conseil dispensés par un cadre au titre du poste de d'un Comptable de l'URAT Ngazidja du Projet PREFER. Le cout total du Projet est de 17,753 millions USD. Une partie du financement accordée au titre de ce projet est utilisée pour assurer la coordination et la gestion du Projet notamment le Recrutement d'un Comptable de l'URAT Ngazidja du Projet PREFER

1. Durée de la mission

La durée de la mission est d'un (1) renouvelable. Le renouvellement se fera sur la base d'évaluation des performances réalisées.

2. Qualifications requises :

Le candidat au poste de Comptable doit avoir les qualifications et expériences suivantes :

- Avoir un diplôme universitaire BAC+4 en comptabilité générale, comptabilité publique ou finances ;

- Justifier d'au moins cinq (4) années d'expérience à un poste analogue ou avoir fait un cabinet d'expertise comptable ;

- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques, notamment des logiciels courants

(Word, Excel, Power Point, E-mail et autres outils de communication) ;

- Avoir l'expérience de l'utilisation d'un ou plusieurs logiciels de comptabilité, la connaissance d'un logiciel de gestion comptable et financière d'un projet serait un atout ;

- Avoir le sens de l'initiative ;

- Être capable de travailler en équipe ;

- Être capable d'entretenir de bonnes relations interpersonnelles.

- Être organisé et prioriser son travail en fonction des enjeux, du contexte et du délai ;

- Respecter les délais, être rigoureux et précis ;

- Disposer de bonnes aptitudes pour le travail en équipe et dans un environnement sous pression ;

- S'intégrer dans une chaîne de décisions comptables et financiers ;

- Faire preuve d'une bonne intégrité ;

- Langue de travail : Avoir une bonne connaissance du Français, de bonnes aptitudes de communication et de rédaction de rapports. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.

3. Composition du dossier

Le dossier est composé de :

- Une lettre de motivation de (2) pages maximum datée et signée adressée au Coordonnateur National du Projet PREFER

- Un Curriculum Vitae (CV) de quatre (4)

pages maximums et en PDF faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine de la Comptabilité et des Finances comprenant au moins trois (3) références que le Projet PREFER peut contacter par email.

- Une copie légalisée des Diplômes et des Attestations de travail, de formations et de stages, et/ou toutes autres pièces pouvant attester de l'expérience du candidat

- Une copie de la carte nationale d'identité ou du passeport le cas échéant

4. Lieu d'affectation et type de contrat

Le lieu d'affectation est le siège de l'URAT Ngazidja du Projet PREFER sis CRDE Sereheni.

Le titulaire du poste bénéficiera d'un contrat d'une durée de d'un an renouvelable sur la base d'une évaluation de performance positive, avec une période d'essai de six (06) mois.

Date de début du contrat : immédiat

5. Procédures de dépôt et de recrutement

a) Les candidatures doivent être rédigées en français et être déposées par courrier physique sous pli fermés ou par email à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 31 mai 2023 à 12h00min (heure local)

Les courriers sont adressés à Monsieur le Coordonnateur National du **Projet PREFER en précisant la mention : « Recrutement d'un Comptable de l'URAT Ngazidja du Projet PREFER »** à l'adresse suivante :

Projet PREFER sis au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat (MAPETA), Ex-CEFADER M'dé Bambao

À l'attention de : Monsieur Ali Mohamed Nobataine, Coordonnateur National

B.P : 7575 Moroni – Union des Comores

Téléphone : + 269 773 26 62

Courriel : prefer@prefer.km Copie : nobataine@prefer.km / elanzize@prefer.km

b) Les candidat(e)s intéressé(e) sont prié(e)s de prendre connaissance de l'Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) et des termes de références (TDR) sur demande à l'adresse électronique mentionnée ci-dessus.

c) Chaque candidat fera l'objet d'un accusé de réception

d) Le Recrutement se fera par la présélection sur étude de dossier, suivi d'un entretien pour le(s) candidat(e)s présélectionné(e)s. Seul(e)s le(s) candidat(e)s ayant franchi la phase 1 seront contacté(e)s pour la phase suivante

e) Les candidatures féminines sont vivement encouragées